

« Il faut distinguer bonnes et mauvaises inégalités »

Avec son livre « Les vertus de l'inégalité », le chercheur Marc De Vos veut changer les postulats du débat très actuel sur le creusement des inégalités dans le monde.

Marc De Vos

Il est licencié et docteur en droit (UGent), licencié en droit social (ULB) et Master of Laws (Harvard University). Il dirige l'Itinera Institute. Il écrit, enseigne, présente et débat sur des thèmes du droit du travail, l'intégration européenne, le marché du travail, les pensions, les soins de santé, le vieillissement et l'État-providence, à la fois au niveau national et international.

L'économiste, à la tête de l'institut Itinera, n'y va pas par quatre chemins : pour Marc De Vos, il y a aujourd'hui une obsession de l'inégalité vue comme un mal, dans la suite, notamment, des travaux de Piketty. L'analyse du Français serait pourtant volontairement biaisée, découlant sur un mauvais diagnostic, qui ne peut mener... qu'à de mauvais remèdes.

Car, dit le chercheur, les inégalités, c'est comme le cholestérol : il y en a de bonnes et de mauvaises. « Je ne suis pas un anti-Piketty, je suis post-Piketty. Je dis, oui il y a un problème, mais il faut bien définir de quoi on parle. Piketty est intellectuellement brillant, mais ce qu'il fait, c'est de la manipulation. Parce qu'il est politisé. Il l'a d'ailleurs reconnu. »

Un rapport publié à la mi-décembre par une centaine d'économistes montre une hausse des inégalités partout dans le monde. Votre livre dénonce justement une obsession autour de la thématique. Vous niez l'existence d'une problématique ?

Au contraire : je redéfinit le problème des inégalités. C'est le but du livre, qui n'est pas négationniste. Il faut bien mesurer avant de pouvoir comprendre. La manière dont on présente aujourd'hui l'inégalité n'aide pas à comprendre son pourquoi. On photographie l'écart entre le sommet et la base à des moments donnés, on mesure la distance entre les X % les plus riches et les X % les plus pauvres. Et on compare donc des pommes et des poires.

Piketty a faussé le débat, dites-vous. Pourquoi ?

Les travaux de Piketty ont une grande valeur. Il a mis sur la table la question du capital. C'est une question très importante. Son problème, c'est qu'il a un agenda politique, égalitariste, qui le stimule à avoir une approche biaisée. À avancer aussi des solutions qui n'en sont pas. Par exemple taxer les hauts patrimoines à 70 %. Ça réduirait un peu l'écart, mais ça ne changerait pas la dynamique. Qu'est-ce que cela changerait aux dynamiques familiales par exemple ? Le millionnaire qui

doit payer un peu plus changera-t-il la manière dont il prend soin de ses parents ? Et pour les autres, qu'est-ce que cela changerait ? Tout dépend ce que l'on fait avec cet argent. Le problème de Piketty est méthodologique.

À quel niveau ?

Un : il mesure ce qu'il ne doit pas mesurer. Sa thèse est de dire que les détenteurs de capital obtiennent plus de retours économiques que ceux qui travaillent et que la seule chose à faire est de les taxer plus. Or, il inclut dans ce capital les biens immobiliers, qui ne sont pas des facteurs productifs. Les biens immobiliers ont été accumulés parce qu'on a vécu 70 ans de paix. Si l'on refait les calculs de Piketty en excluant les biens immobiliers, les inégalités qu'il prétend mettre au jour n'apparaissent plus.

Deux : il ne mesure pas ce qu'il doit mesurer, à savoir le capital humain. C'est incroyable ! Je l'appelle « Marx 2.0 ». On n'est plus au XIX^e siècle, ce n'est plus le travail physique contre le capital financier ! Aujourd'hui, on est capable de mesurer le capital humain. Il ne faut donc pas se

préoccuper de l'héritage financier, mais de l'héritage du talent.

Quelle est votre analyse ?

Il y a un constat : des pans de nos économies se sont détachés les uns des autres. Comment alors assurer qu'il y a davantage de croissance partagée ? Comment le faciliter ? C'est ce que veut redéfinir mon livre. Cela aura-t-il un impact sociétal ? Est-on en train de devenir une république bananière, où une élite que personne ne connaît est en mesure d'influencer les choses ? Question très légitime. La polarisation de l'économie rend-elle encore possible la mobilité sociale, l'accession aux sommets ? Voilà ce sur quoi nous devons réfléchir. Les inégalités sont bien sûr intimement liées à notre modèle économique. L'inégalité brute sort de l'activité économique. Il faut ensuite distinguer bonnes et mauvaises inégalités. Si vous êtes un Ronaldo de l'économie, vous êtes aujourd'hui dans une période glorieuse, avec devant vous un marché mondialisé et des tas d'opportunités. On parle là d'une élite économiquement apatride, dont le revenu est mondial. Mais au niveau statistique, on est bien obligé de l'enre-

gistrer comme un revenu national. Et donc, évidemment, la comparaison est démesurée.

Mais cela veut-il dire que ces personnes au sommet ont capté une partie du gâteau d'autres personnes ? Non ! Or, Piketty présente les choses de cette façon. C'est faux, il n'y a pas de richesse commune. La croissance dans l'économie s'est polarisée. Il y a un problème global de croissance, mais derrière cette moyenne, certains segments ont vu leur capacité de gains économiques augmenter de façon presque pharaonique tandis que de grands segments connaissent quasiment un statu quo, du fait des délocalisations, de la numérisation ou parce que la productivité stagne et qu'il n'y a pas de marges pour augmenter les salaires. Ce n'est donc pas du vol, on n'est pas dans une économie de vampires !

Il y aurait de bonnes inégalités ?

Oui. Aujourd'hui, Piketty et ses pairs ne font pas la distinction. Ce qui revient à dire qu'un Madoff est à mettre dans le même sac qu'un Steve Jobs ! La valorisation de la diversité humaine entraîne une inégalité économique. Mais qui sont les mil-

liardaires qui détiennent X % des richesses mondiales ? Il faut se poser la question. Est-ce que c'est un monopoliste, un héritier, quelqu'un qui a fait sa propre fortune ? Sans cette distinction, on détruit inutilement notre modèle de prospérité.

Au niveau social aussi, il faut faire cette distinction ?

Le deuxième niveau de mon cadre de référence porte sur le modèle social. Le deuxième pilier de notre modèle social, c'est prendre une partie de la création de richesse et la redistribuer en l'investissant dans la politique sociale à des fins d'égalité des chances, pas d'égalité de résultats. C'est essayer de combler les différences personnelles et familiales et de permettre à tout et à chacun de s'exprimer... ■

Propos recueillis par
AMADINE CLOOT
ET CORENTIN DI PRIMA

Belgique « L'écart se creuse moins chez nous : pas de quoi se réjouir »

Les inégalités n'augmentent pas, selon vous ?

Regardez la Belgique : la distance entre le sommet et la base ne se creuse pas tellement. Je remets cela en question : cette photographie ne dit rien sur l'évolution d'une même famille dans le temps, par exemple. Je constate

notamment que quand vous êtes immigré non européen chez nous, après trois générations, vous êtes toujours en bas. Il n'y a pas de mobilité sociale. Ce constat n'est donc pas réjouissant : on est en manque en Belgique de création de nouvelles richesses, en Europe aussi. Les Américains ont une

très mauvaise politique sociale, mais là-bas, dans les 0,01 % des plus riches, il y a peu d'héritiers. Ce sont des entrepreneurs, c'est la Silicon Valley, Wall Street. C'est l'opposé de ce que prévoit Piketty pour le futur.

La thématique de l'inégalité ne se

limite pas à l'enrichissement des uns et à l'appauvrissement des autres ?

Il faut regarder ce que l'on mesure quand on mesure l'écart d'inégalité : on mesure les familles. On fait des photos de la société année par année sur la dispersion de revenus par familles. Or, il y a plus de diversité familiale qu'avant. Notamment en raison de la libéralisation du mariage. On a aujourd'hui davantage de personnes seules. Évidemment que cela a un effet sur le ménage. Il y a d'abord, derrière l'inégalité économique que l'on mesure, une part importante d'inégalité familiale. Ensuite, une des grandes conséquences de la polarisation de l'inégalité est l'émancipation de la femme. Les femmes peuvent choisir leur mari et on constate une polarisation des mariages. Auparavant, les femmes travaillaient moins. Il y a 40 ans, faisons une grosse caricature, vous rencontriez un chirurgien marié à une infirmière. Aujourd'hui, le chirurgien, c'est la femme. L'égalité dans le mariage a augmenté l'inégalité entre les familles.

Troisième constat : l'immigration de masse. Depuis les années 70, des millions de migrants arrivent, dont le profil socio-économique est soit pauvre par rapport à la société vers laquelle il se dirige ou au sommet. Autre constat : le vieillissement. Et enfin 70 ans de paix, ce qui pousse fatalement à l'accumulation de richesses. Je me demande donc : est-ce que l'émancipation des femmes, la paix... sont des évolu-

tions négatives ? Non, bien sûr ! Notre société est devenue plus ouverte, plus diverse, les gens vivent plus longtemps.

On confond inégalité et pauvreté ?

Oui. La question est très émotionnelle. Mais il faut arrêter de confondre pauvreté et inégalités, tout comme fiscalité et inégalités. L'inégalité n'est pas une différence entre riches et pauvres. L'inégalité, c'est le fait que dans une même société, avec la même économie, la même politique fiscale et sociale, il y a des groupes dont les parcours sont radicalement inégaux. Si c'était uniquement riche et pauvre, on redistribuerait plus, et ce serait résolu, mais le problème n'est pas là.

À vous lire, on pourrait penser que pour qu'un Steve Jobs soit possible en Belgique, notre modèle social est un frein, là où les États-Unis connaissent davantage de mobilité sociale, mais des inégalités beaucoup plus grandes. Est-ce le cas ?

L'évolution économique donne, aujourd'hui, une polarisation des revenus presque naturelle, parce qu'on est dans une économie de la connaissance, de services, numérique, bref, une économie globalisée. C'est un changement fondamental et un progrès formidable, unique, quand on regarde l'état du monde dans sa globalité. Mais ça a des conséquences chez nous. Si, aujourd'hui, vous avez du talent qui a été nourri et développé et que

vous êtes un bosseur, ça n'a jamais été aussi facile d'avoir du succès. Par contre, si vous n'avez pas cela, ça n'a jamais été aussi difficile d'en avoir. Mais nous assistons donc à un progrès énorme, parce que le succès économique dépend beaucoup plus de vous-même que de facteurs extérieurs que vous ne maîtrisez pas. Cette nouvelle donne du développement du capitalisme humain nous pousse à réévaluer nos politiques sociales.

Dans quel sens ?

Plus progressif. Investir là où il y en a besoin, alors que chez nous, le modèle social dont on a hérité est un modèle d'assurance généralisé et standardisé : tout le monde a la même protection. Cela ne correspond plus à la réalité et a des effets pervers. La politique sociale doit selon moi basculer vers un modèle d'investissement qui ne soit pas focalisé uniquement sur les individus et les familles mais sur les quartiers, les régions, etc. Car il y a une énorme diversité dans les inégalités. Si l'on ne fait rien, on va faciliter une certaine prédestination de l'inégalité par une confluence de certains facteurs et on peut presque prévoir que les inégalités vont continuer à se creuser : vers davantage d'inégalités familiales, générationnelles et intergénérationnelles. Ce n'est pas la société idéale. On doit être beaucoup plus ambitieux et volontaristes par rapport à l'égalité des chances. ■

Propos recueillis par
A.C. ET C.D.P.